

7 mai 1990 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur l'importance de la liberté et l'indépendance de la presse ainsi que la qualité de l'information pour la démocratie, Bordeaux, le 7 mai 1990.

Monsieur le Chancelier,

- monsieur le maire,

- monsieur le Président,

- mesdames et messieurs,

- Je suis heureux à mon tour d'ouvrir les travaux de la 39ème Assemblée générale de l'Institut international de la presse.

- Après l'Argentine et l'Uruguay, la Turquie et l'Allemagne, vous avez choisi la France pour débattre, réfléchir et confronter vos points de vue. Nous en sommes honorés, nous, en France et à Bordeaux, en Gironde. C'est en effet une fierté pour mon pays comme pour cette ville que d'accueillir à cette occasion tant de responsables, directeurs de journaux, journalistes, écrivains qui par leur présence témoignent d'une solidarité professionnelle croissante autour d'une idée forte : la liberté de l'information et la démocratie vont de pair.

- Je rappellerai d'un mot les combats aux termes desquels en France la liberté de la presse fut conquise car ces combats sont indissociables de ceux que les hommes ont menés et mènent partout dans le monde pour que triomphent leurs droits et on peut le dire sans excès chez nous est née sinon la liberté, du moins le concept de liberté autour duquel s'est organisée, continue de s'organiser la société civilisée.

- Enfin, il me suffira je pense d'évoquer comme l'a fait tout à l'heure M. Piegat l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen que je cite : "la liberté de communication, de pensée et d'opinion est un des biens les plus précieux de l'homme, tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. Et pourtant, il a fallu attendre cent ans ou presque pour que la liberté de la presse ainsi affirmée fut inscrite dans la loi, la loi de 1881. Et encore cent ans ou presque pour la voir s'étendre, ce que rappelait tout à l'heure M. le Premier ministre, aux nouveaux domaines de la radiodiffusion et de la télévision, bref à tout ce qui forme la liberté de communication. Nous sommes parvenus à un point où l'on peut vraiment dire qu'il n'existe plus en France de possibilités d'interventions dans le domaine de la presse. C'est très important que d'avoir supprimé cette possibilité car sans elle la tentation, les mauvaises habitudes, l'envie de faire valoir sa pensée, sa personne, à tout moment peuvent apparaître. J'avais eu raison de le rappeler, il faut être vigilant, à tout moment le système pourrait s'effondrer."

Vous avez rappelé, monsieur le maire, ce qui fut une vie, ce que fut la nôtre à une époque où parvenus à l'âge d'homme, nous nous trouvions précisément parmi tant de pays d'Europe où régnait la dictature. C'était la brutalité des Etats policiers presque partout autour de nous, sujet à réflexion pour ceux qui rêvaient leur vie. Que faire ? Et puis ça a été la guerre et quelle guerre ! Ce que nous avons vécu là nous a permis de forger au travers des contradictions, une philosophie très claire de ce qu'il convient de faire quels que soient les inconvénients et les risques de cette philosophie. La presse doit être libre et je puis dire qu'il ne m'est jamais arrivé au cours de ces neuf dernières années, jamais arrivé d'intervenir, en dépit de ce que j'entends dire ici ou là.

Mesdames et messieurs venus nombreux d'autres pays d'Europe vous avez vécu. comme nous.

...révolutions et révolutions venues notamment de certains pays d'Europe occidentale, comme nous, mais plus tard simplement, vous avez vécu à partir de 1989 les fulgurants progrès de la démocratie. Cela a été dû essentiellement à la volonté de vos peuples. Oui, je crois que l'on peut rapprocher ces deux dates 1789 et 1989, ce sont les deux révolutions les plus claires, les révolutions populaires où au fond rien n'était exactement prêt, où les conjurations se brisaient sur cette obscure, devenue claire, volonté d'un peuple d'être libre. Vous venez de vivre cela, ce n'est pas fini, mais en même temps comme je le disais pour commencer vous avez assisté, vous avez même imposé dans certaines circonstances, en en étant les acteurs, les artisans, les progrès de la liberté de communication. En 1989 la démocratie disait oui à Berlin, à Prague, à Bucarest, la liste serait longue des capitales d'Europe, je pourrais aussi ajouter à Pékin ou même à Bogota, où les journalistes ont été au coeur des luttes contre l'intolérance et contre l'arbitraire, parole libre, information libre, journaux libres. On a partout entendu le même cri. En faisant sauter les verrous du silence, en relayant les appels au secours, la presse a contribué grandement à la naissance de la liberté ou à sa renaissance là où elle n'existait plus et continue de la fortifier là où elle est. Bref, ce n'est plus à démontrer. L'histoire de nos sociétés modernes est là pour le dire. Sans liberté de la presse pas d'autonomie de jugement, pas de véritable choix politique, pas de citoyenneté authentique. Au demeurant cette liberté n'existe pas dans les pays où la censure passe au crible tout ce qui se dit ou s'écrit pas plus qu'elle n'existe là où d'autres pouvoirs, une idéologie ou simplement la puissance de l'argent directement ou indirectement façonne, fabrique l'information en fonction de leurs intérêts propres.\

Mais si 1989 reste une année charnière, une année symbole pour la liberté, elle fut aussi, le premier orateur l'a clairement et justement exprimé, elle fut aussi une année douloureuse pour ceux qui défendent la liberté. Soixante-et-onze journalistes sont morts par le crime ou par l'accident dans l'exercice de leur métier & d'autres ont été pris en otage, connaissent encore la barbarie sous sa forme aveugle la plus impitoyable. Alors les assassinats, les arrestations arbitraires, près de deux cent cinquante cette même année, ont été aussi bien le fait du pouvoir d'Etat que de groupes hors la loi. J'ai cité tout à l'heure indirectement les hommes de main de la drogue en Colombie, il est tant de moyens juridiques ou économiques, tant de moyens par la brutalité simple et sans explication, c'est le stade arbitraire, tant de moyens d'empêcher un journal de paraître ou d'être diffusé et cependant la défense d'une libre information se révèle parfois nécessaire aussi dans les pays où la tradition démocratique est établie. C'est ce que vous exprimiez à votre façon monsieur le maire. Pas plus là qu'ailleurs rien n'est jamais acquis.\

L'indépendance est une vertu que tout menace. J'ai dit le pouvoir politique certes, on le sait bien, j'ai dit le pouvoir de l'argent, les journaux, les radios, les télévisions - comme toute entreprise - connaissent la compétition et la concurrence et tant mieux. Ce n'est pas par hasard si j'ai voulu briser un monopole qui au demeurant faisait eau de toutes parts et qui n'aurait pas résisté davantage à la diversification des techniques. Bref, elles sont ces organisations de presse confrontées aux lois du marché, à l'obligation de croître et même à celle de gagner. Tout cela est compréhensible à condition que l'essentiel ne soit pas perdu de vue, je veux dire le pluralisme des idées, des opinions, des goûts et des cultures. La recherche de la rentabilité, la volonté de constituer des groupes forts, capables d'affronter cette compétition nationale ou internationale, de maîtriser les nouvelles technologies, cela est légitime, parfois indispensable, mais cela ne doit pas contribuer à la constitution de nouveaux monopoles dangereux pour la démocratie qui se font souvent non seulement au détriment de l'indépendance mais aussi de l'intérêt des journalistes eux-mêmes. Je suis de ceux qui pensent qu'il y a beaucoup à attendre et que l'on doit toujours parier sur les mutations techniques. C'est la vie des hommes, des sociétés, celle de l'intelligence, la nécessaire mise en oeuvre par les mains de tout ce que peut produire l'intelligence humaine. On n'a jamais fermé la porte à cela, ouvrir tout grand et ne pas craindre. Je n'aime pas ces sociétés peureuses qui veulent à tout prix pérenniser l'état ancien dès lors qu'il craque de toutes parts. Mais ces mutations techniques peuvent apporter le meilleur, par exemple les satellites qui font sauter les monopoles qui ignorent les frontières - il faut en tenir compte - qui rendent la tâche beaucoup plus difficile aux gouvernements qui se ferment et qui veulent rendre leur pays imperméable, imperméable à toute information extérieure. On a pu voir à quel point le seul fait

qu'il puisse y avoir échanges d'informations, effacement de ces frontières, à quel point cela pesait lourd dans l'évolution de l'Europe de ces derniers mois.

- Le meilleur mais le pire aussi. Car tout ce qui comporte l'usage de la parole, tout ce qui relève du droit de la communication, peut apporter le pire, si cela conduit à une uniformisation des messages, à une réduction des lieux de traitement de l'information, à la disparition de la diversité des regards, des points de vue, des expressions.

- Il faut donc à tout instant, concilier mutations techniques, réalités économiques, impératifs du pluralisme. Voilà une responsabilité conjointe, celle des pouvoirs publics dont je relève et celle des professionnels que vous êtes. Convenons-en, ce n'est pas une tâche aisée !\

Mais il est une autre réflexion que je voudrais maintenant ajouter. Pour rester un instrument de liberté, et donc de dignité pour l'homme, la presse doit réfléchir plus encore, et c'est ce que vous faites - c'est une des raisons pour lesquelles j'ai voulu être des vôtres -, la presse doit réfléchir à son immense pouvoir et par conséquent à ses propres responsabilités.

- Vous le savez, c'est une alchimie compliquée que de marier l'analyse incessante des faits, la critique de l'information, et la réflexion elle-même qui ne peut provenir que d'une mise à distance. Or combien d'entre vous sont condamnés à réagir à l'instant même ? Seule la conscience et le souci professionnels peuvent résoudre cette difficulté. Nous sommes tous environnés par les bruits du monde et le journaliste dans ce brouillard des sens ne doit pas être seulement un porteur de rumeurs. Il est - il me semble que cela devrait être votre règle, cela l'est sans doute pour la plupart - il est le serviteur des faits même s'il reste maître de son jugement, je veux dire du commentaire.

- Attention à ne pas mériter cette apostrophe de Charles Péguy que je cite : "Homère est nouveau ce matin, et rien n'est peut-être aussi vieux que le journal d'aujourd'hui". Bref, au coeur de ce travail indispensable à tous, il y a une éthique et une éthique à respecter mais c'est à vous qu'il appartient de la faire prévaloir. Nul pouvoir ne peut se substituer au vôtre. Je me contenterai, avant de conclure, de vous dire ma conviction sur ce point. A mesure que s'étendra le règne de la liberté, les peuples apprendront aussi deux exigences : celle de la vérité et celle de la qualité. Je suis sûr que ceux qui prendront le parti, je ne veux pas dire le pari de la qualité, gagneront. Voilà ce que sera, selon moi, la nouvelle victoire de la presse, justement orgueilleuse de ses droits. Après tout, on peut le dire comme cela entre nous, le sang, le sexe, le crime, sont de puissantes drogues, excitent l'envie et la curiosité, ils constituent aussi de puissants arguments commerciaux. Faudrait-il donc, pour élargir l'audience, plus de sexe, toujours plus de sexe, plus de sang, toujours plus de sang, plus de crimes, toujours plus de crimes ? Nombreux parmi vous sont ceux qui s'y refusent par goût de mieux servir leur métier, le métier qu'ils aiment et le public qu'ils servent. Et nombreux aussi sont ceux qui devinent, qui comprennent que vérité et qualité, bref les valeurs de l'esprit, répondent et répondront de plus en plus aux aspirations profondes d'une humanité en quête de rêves et d'espérance.

- Voilà deux sujets de méditation.\

La presse est un pouvoir. Il a fallu que les autres pouvoirs se résolvent à lui faire sa part. Après tout, l'exécutif, le législatif se connaissent depuis des milliers d'années, se fréquentent, s'affrontent, trouvent plus ou moins un équilibre, y parviennent seulement dans la démocratie, encore est-ce toujours fragile. Le pouvoir judiciaire, au cours de ces trois derniers siècles, a trouvé son terrain. Quelles que soient les discussions d'aujourd'hui, on ne s'est pas éloigné dans la conviction que l'on a, lorsqu'il s'agit de servir la République et plus encore la société humaine, des principes qui furent énoncés par l'un de vos voisins tout proche, à la Brède, où l'on peut encore trouver quelques éditions originales de livres parmi les plus fameux dans la définition du droit public.

- Puis il y a le pouvoir de la presse. Il est paradoxal, car c'est un pouvoir qui ne peut pas être contrôlé de l'extérieur, qui relève de ses propres lois et qui apparaîtra de plus en plus comme un pouvoir nécessaire si ses lois servent le plus grand nombre, élèvent le progrès de l'esprit, ont valeur éducative, contribuent à la marche en avant d'une humanité que retardent et qu'entravent tant d'obstacles.

- Alors, mesdames et messieurs, et vous, membres de l'Assemblée générale de l'Institut international de la presse, levons les obstacles, vous êtes plus qualifiés que quiconque.\